



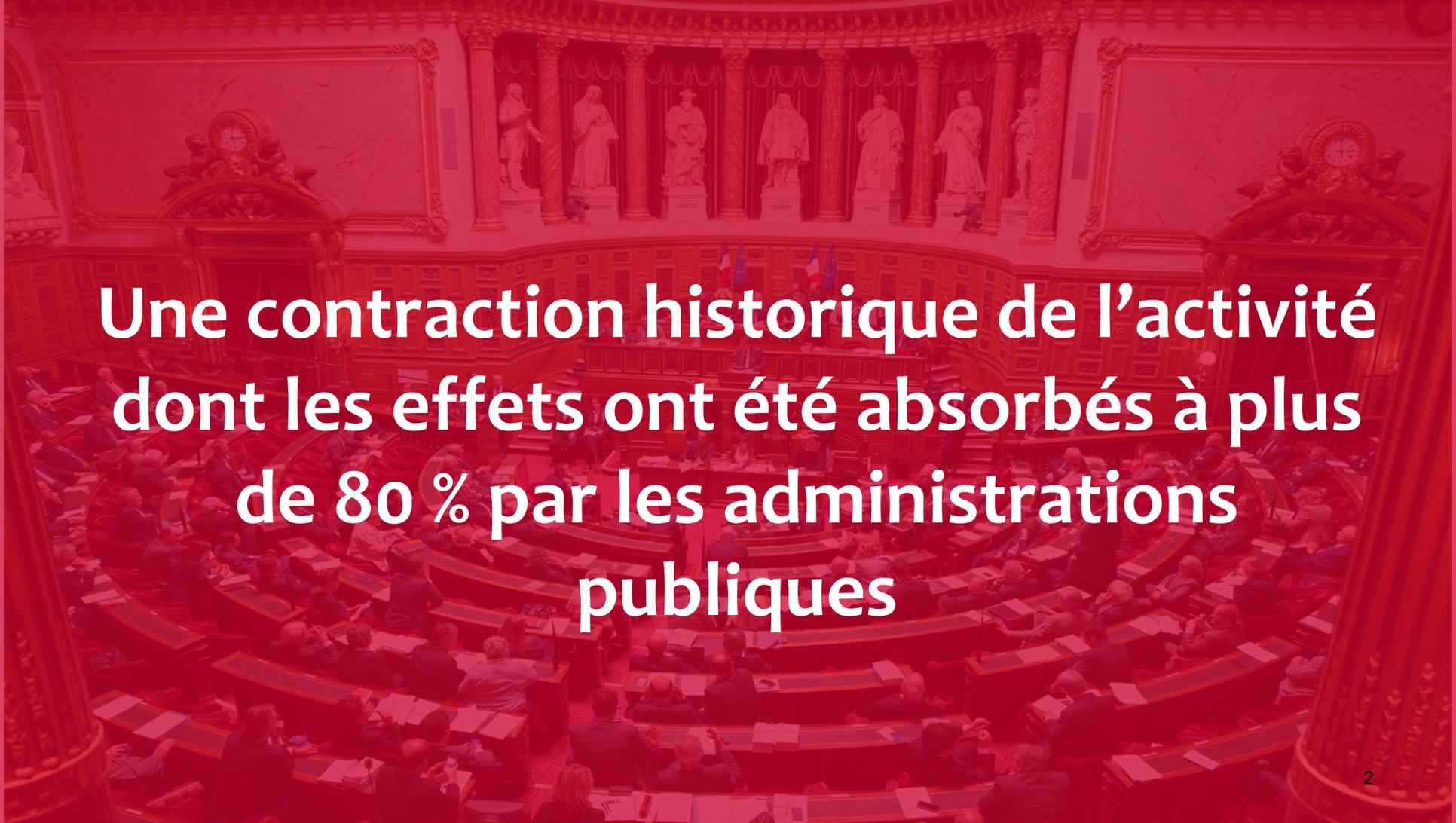
Projet de loi de règlement pour 2020

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 7 juillet 2021

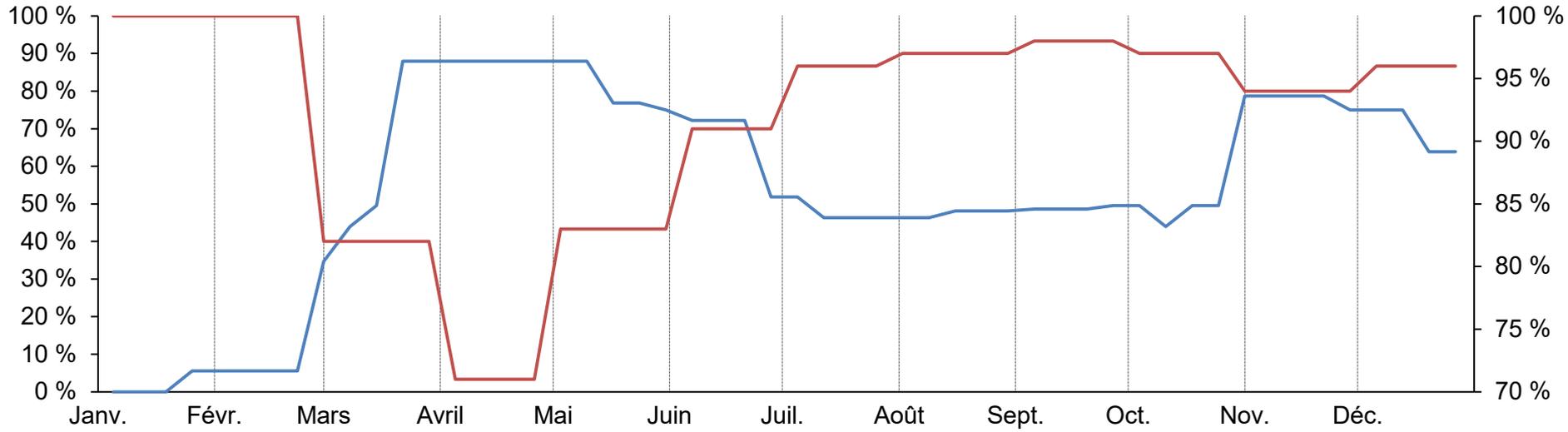




**Une contraction historique de l'activité
dont les effets ont été absorbés à plus
de 80 % par les administrations
publiques**

Les mesures de lutte contre la crise sanitaire ont entraîné une chute de l'activité économique

Intensité des mesures de restriction sanitaire et la perte d'activité

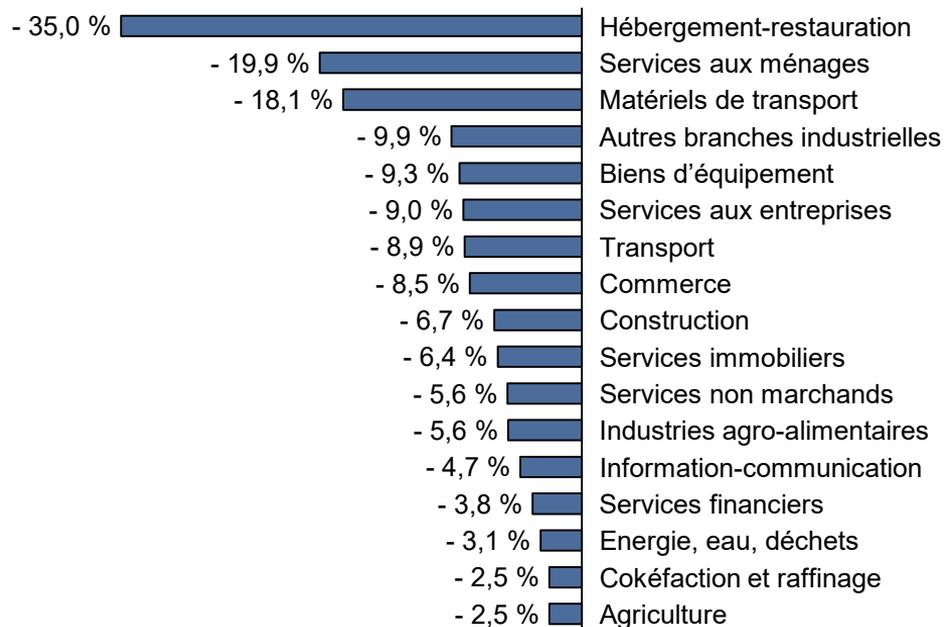


— Intensité des mesures de restriction (échelle de gauche - en pourcentage)
— Niveau d'activité économique par rapport à celui de l'année 2019 (échelle de droite - en pourcentage)

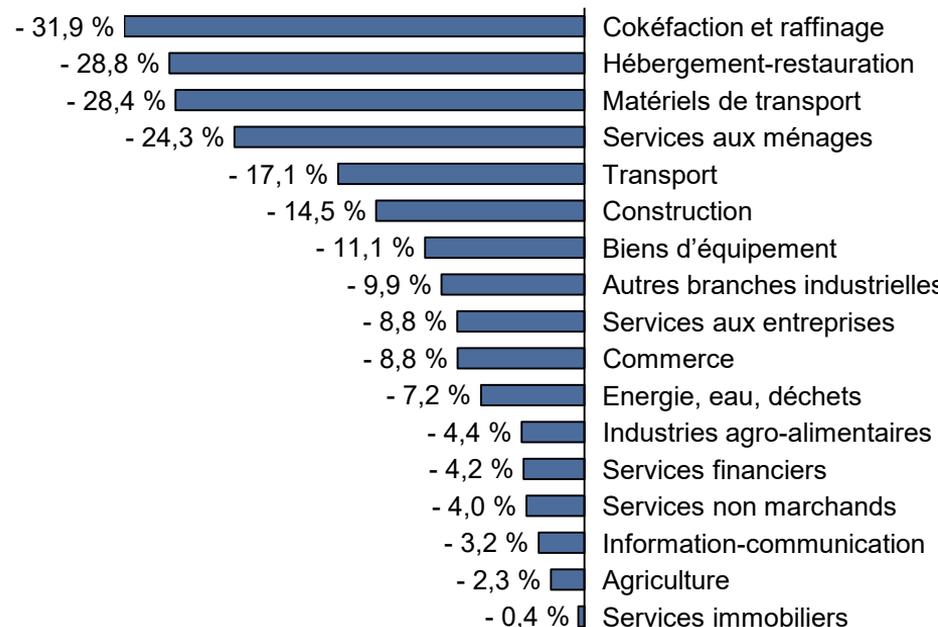
Source : commission des finances du Sénat d'après la Banque de France et l'Université d'Oxford

Le nombre d'heures travaillées et la valeur ajoutée brute des entreprises se sont fortement contractées en 2020 par rapport à 2019

Évolution du nombre d'heures travaillées par secteur entre 2019 et 2020

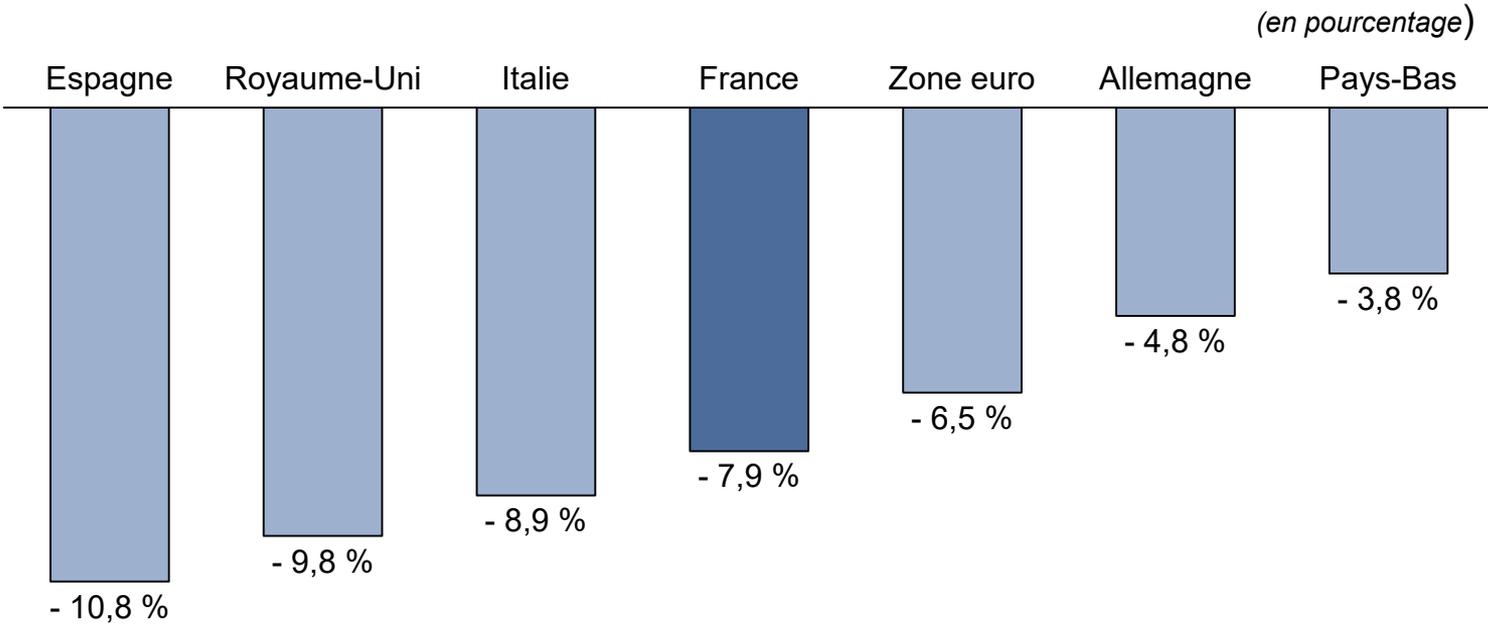


Évolution de la valeur ajoutée brute par secteur entre 2019 et 2020



La France connaît un niveau de récession supérieur à celui de la zone euro et de l'Allemagne

Croissance du PIB en volume en 2020

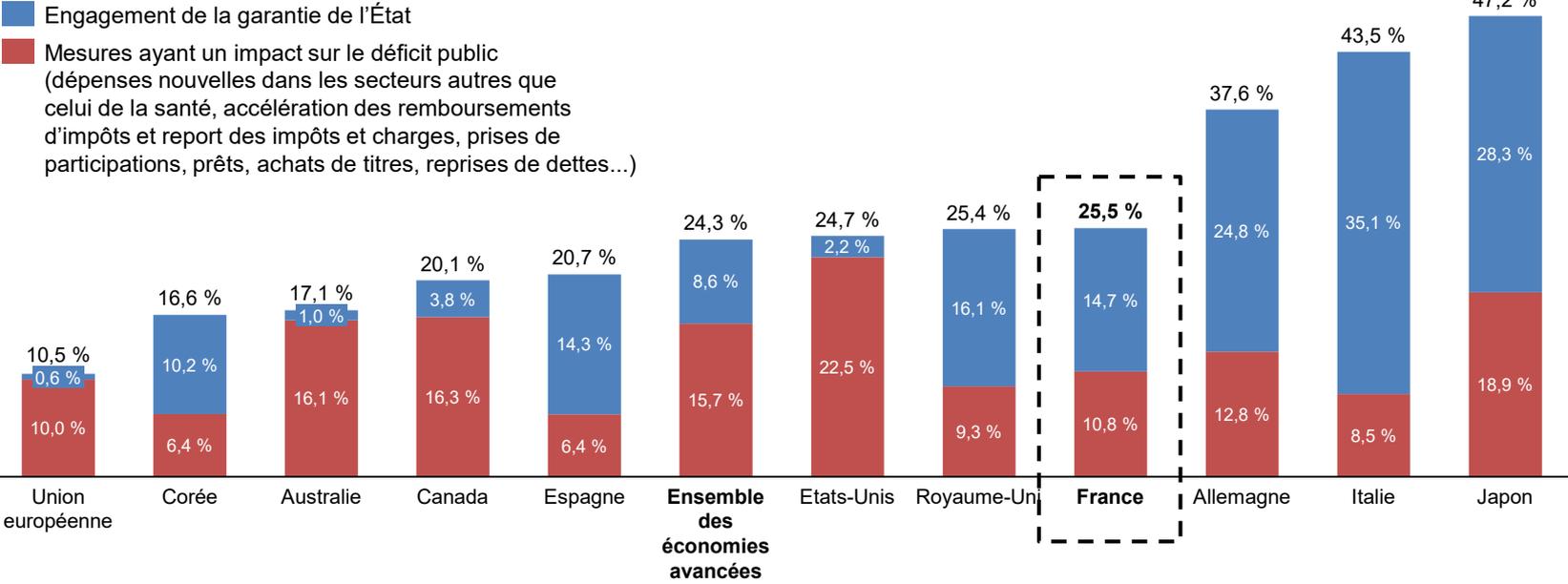


Source : commission des finances du Sénat d'après Eurostat

Le plan de soutien et de relance français reposait en majorité sur une facilitation de l'accès au crédit pour les entreprises

Composition des plan de soutien et de relance annoncés par les économies avancées pour faire face à la crise

(en pourcentage du PIB de l'année 2020)

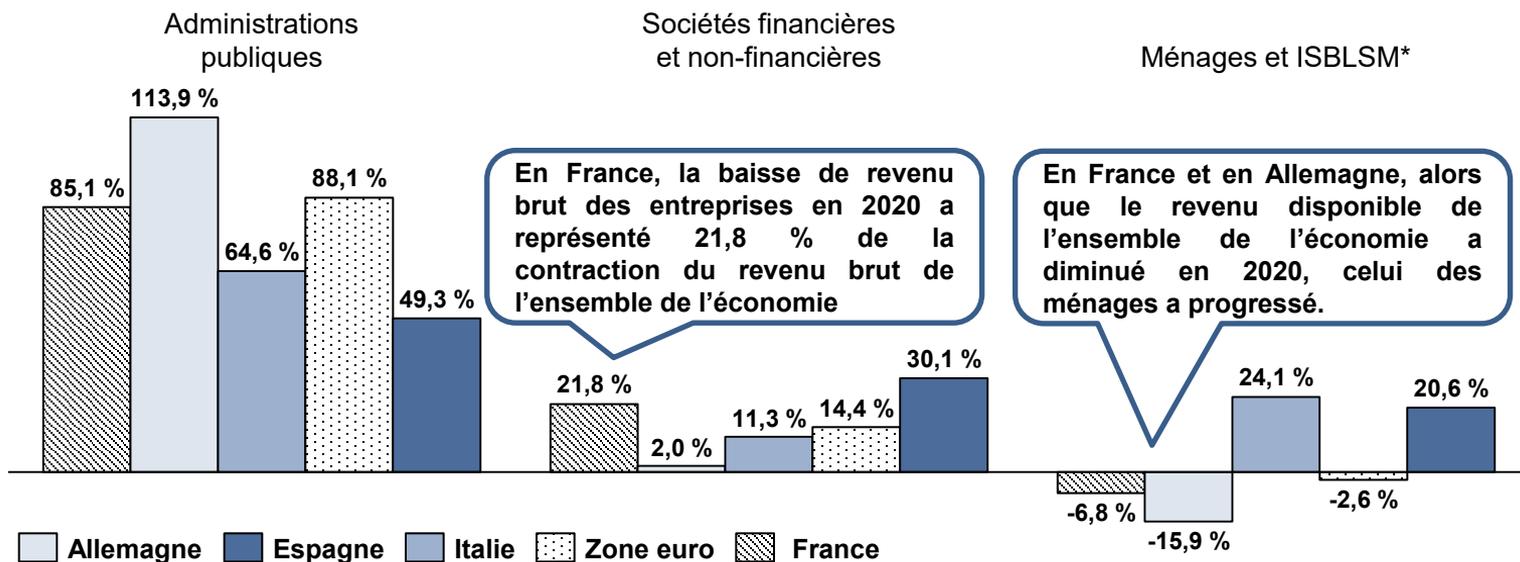


Source : commission des finances du Sénat d'après les données du Fonds monétaire international

Si les administrations publiques ont absorbé la majorité de la contraction du revenu national en 2020, les entreprises en ont assumé une part plus forte qu'en Allemagne

Répartition de la contraction du revenu brut disponible par secteur institutionnel

(en pourcentage de la contraction du revenu disponible)



ISBLM : Institutions sans but lucratif au service des ménages (associations, syndicats...)

Note : en raison des arrondis, la somme des valeurs peut différer de 100%

Source : commission des finances du Sénat d'après Eurostat

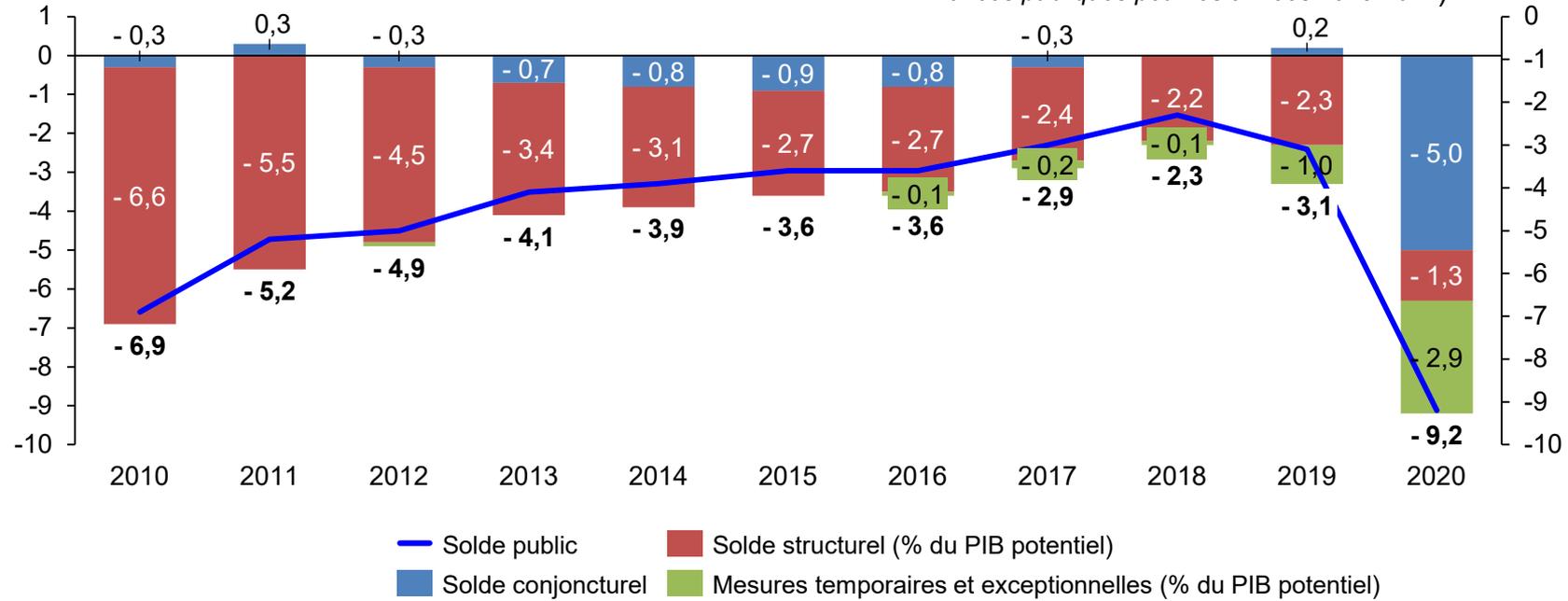


**Des finances publiques dégradées qui
reflètent les effets du retournement
conjoncturel et le coût des mesures de
soutien**

Le déficit public atteint 9,2 points de PIB en 2020

Évolution et décomposition du solde public

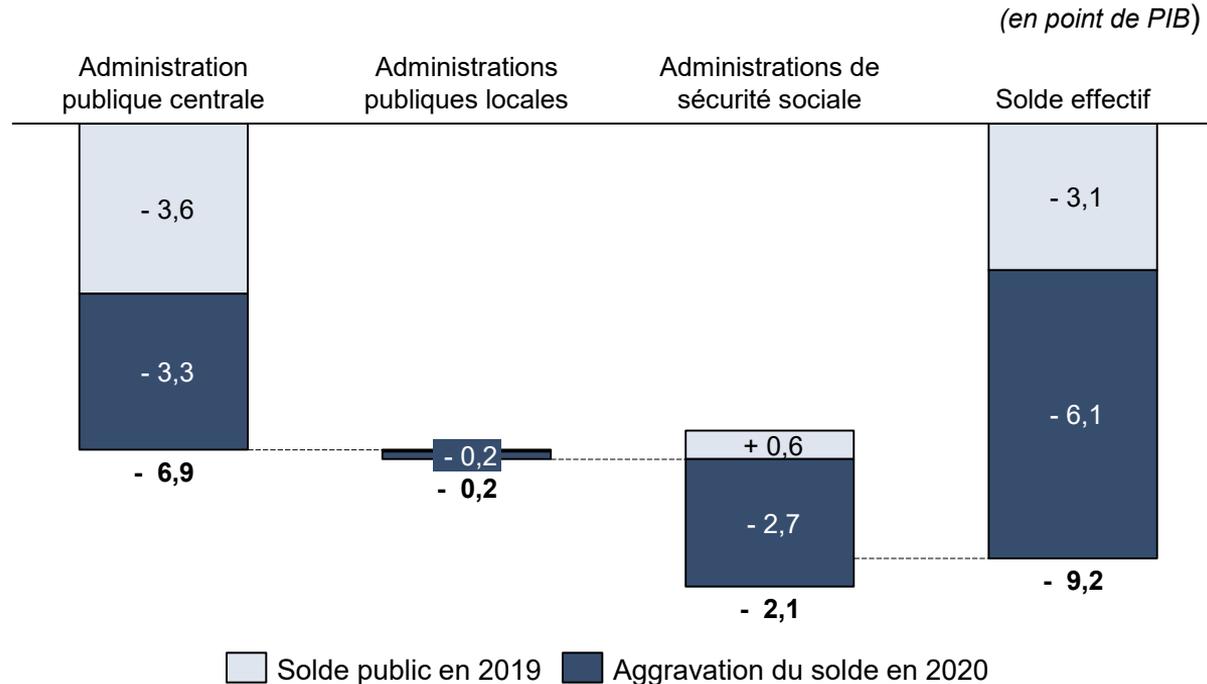
(en pourcentage du PIB effectif en 2020 et du PIB potentiel inscrit en loi de programmation des finances publiques pour les années 2018-2022)



Source : commission des finances du Sénat d'après les documents budgétaires

Un dégradation du déficit public principalement supportée par l'État et les administrations de sécurité sociale

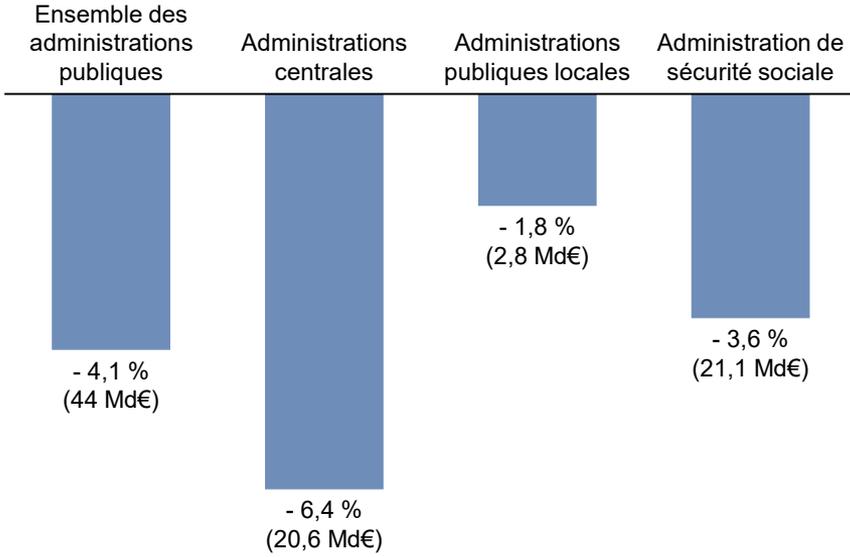
Répartition de la dégradation du solde public en 2020



Un effet ciseau caractérisé par une contraction en 2020 des prélèvements obligatoires de 44 milliards d'euros et une hausse des dépenses de 73,5 milliards d'euros

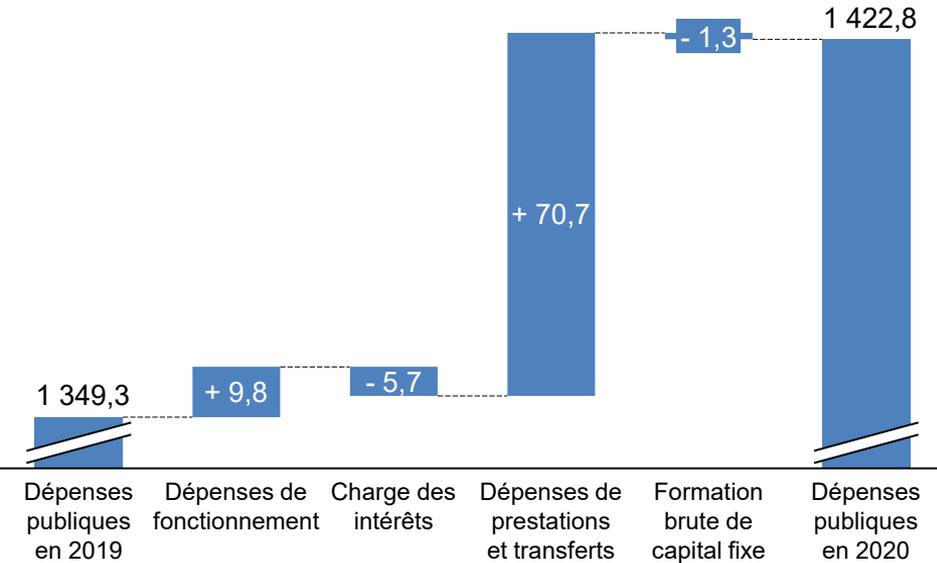
Répartition de la contraction des prélèvements obligatoires en 2020

(en milliards d'euros et en pourcentage d'évolution par rapport à 2019)



Facteurs d'évolution de la dépense publique

(en milliards d'euros)

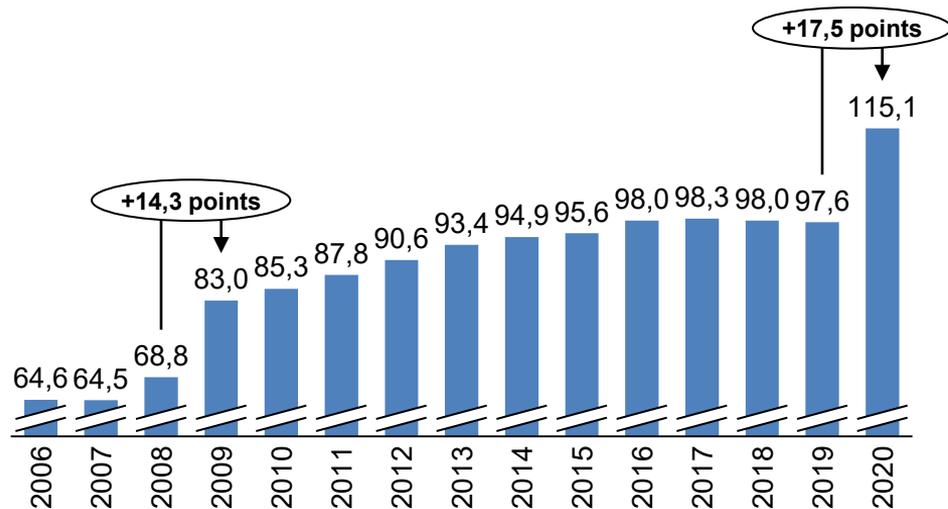


Source : commission des finances du Sénat d'après les comptes de la nation en 2020 (Insee)

Une augmentation de 17,5 points de l'endettement public mais des conditions de financement qui sont demeurées favorables

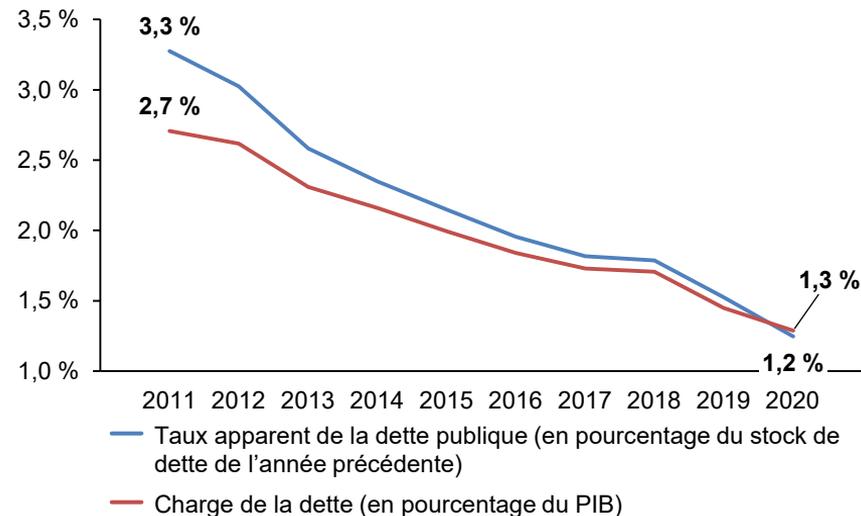
Évolution de l'endettement public

(en points de PIB)



Évolution du taux apparent et de la charge de la dette publique

(en pourcentage)



Note : le taux apparent de la dette publique correspond au rapport entre la charge de la dette au titre d'une année et le stock de dette de l'année précédente

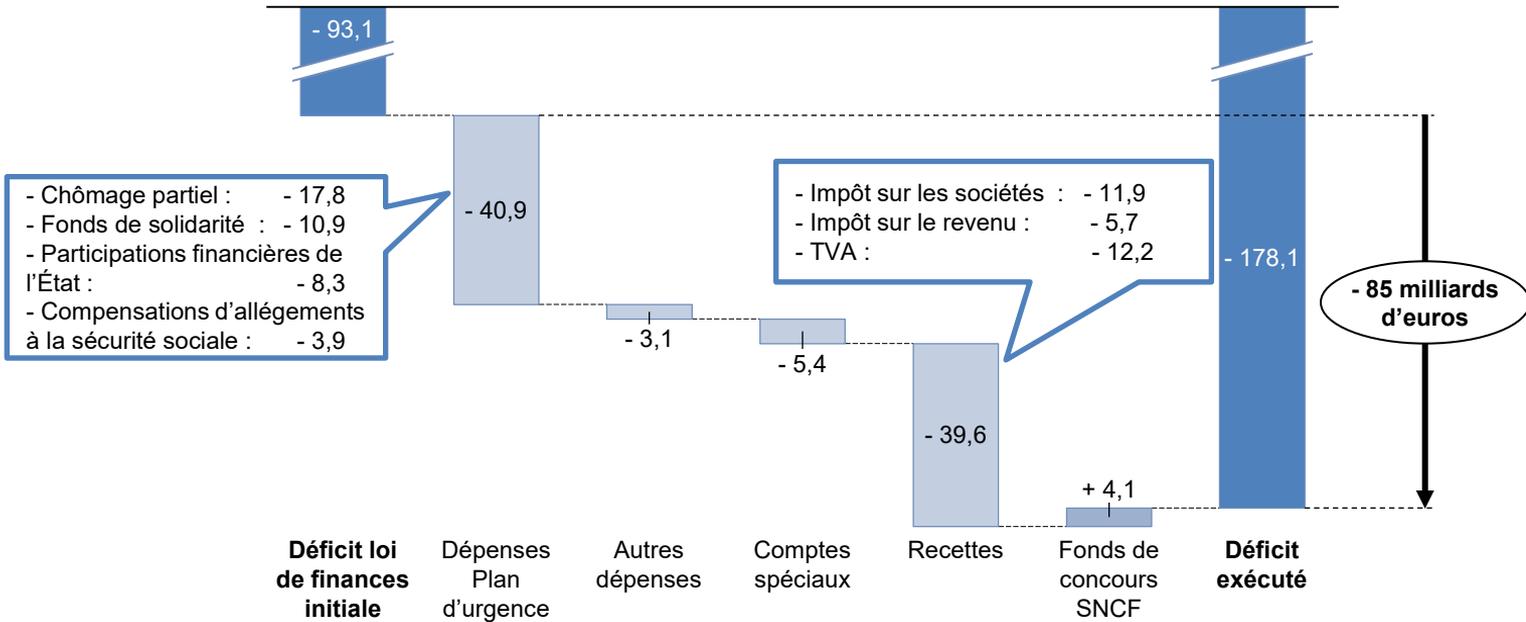


**Le déficit budgétaire de l'État atteint
un niveau historiquement élevé de
178,1 milliards d'euros**

Le déficit est dû aux dépenses d'urgence comme à la chute des recettes fiscales nettes

Décomposition des facteurs d'évolution du solde budgétaire de l'État entre la loi de finances initiale et l'exécution en 2020

(en milliards d'euros)



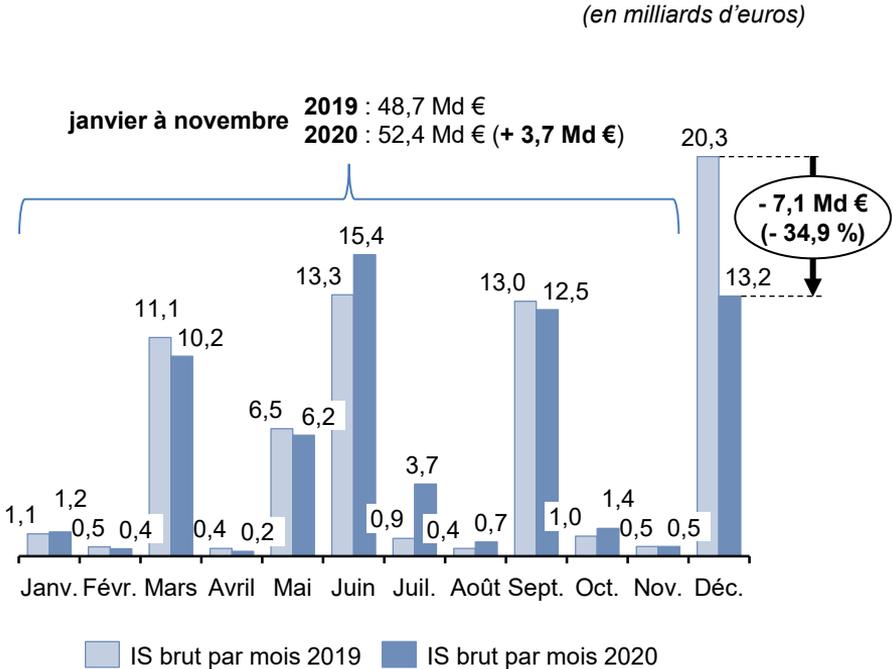
Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires. Dépenses et recettes hors fonds de concours.

The image shows a grand, semi-circular assembly hall, likely the French National Assembly, with a red overlay. The hall features ornate architecture, including a central stage with statues and a clock. The text is centered over the image.

**Les recettes fiscales nettes de l'État
diminuent de 9,0 % à cause de la crise
sanitaire**

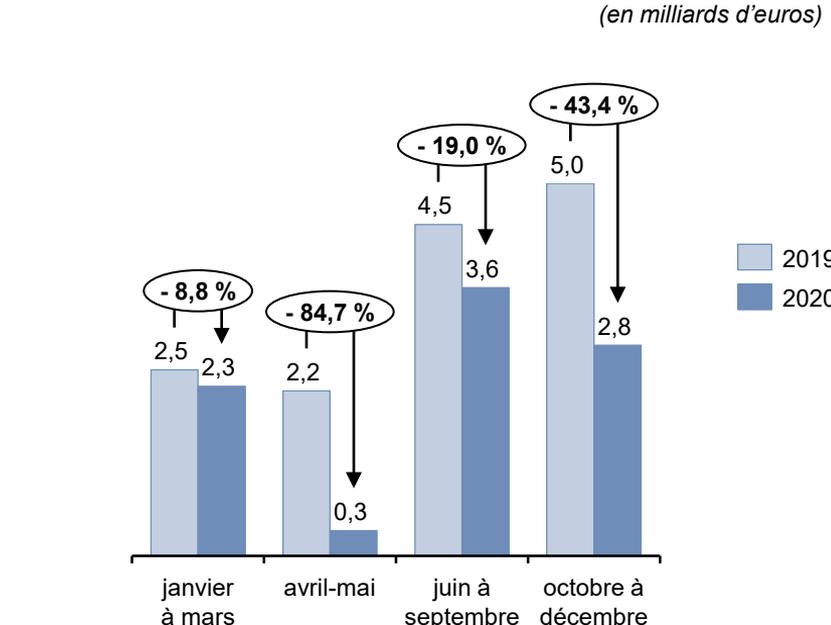
Le rendement des impôts économiques est directement lié à l'évolution de la crise sanitaire

Recettes brutes d'impôt sur les sociétés en 2019 et 2020



Source : commission des finances du Sénat, à partir des situations mensuelles du budget de l'État.

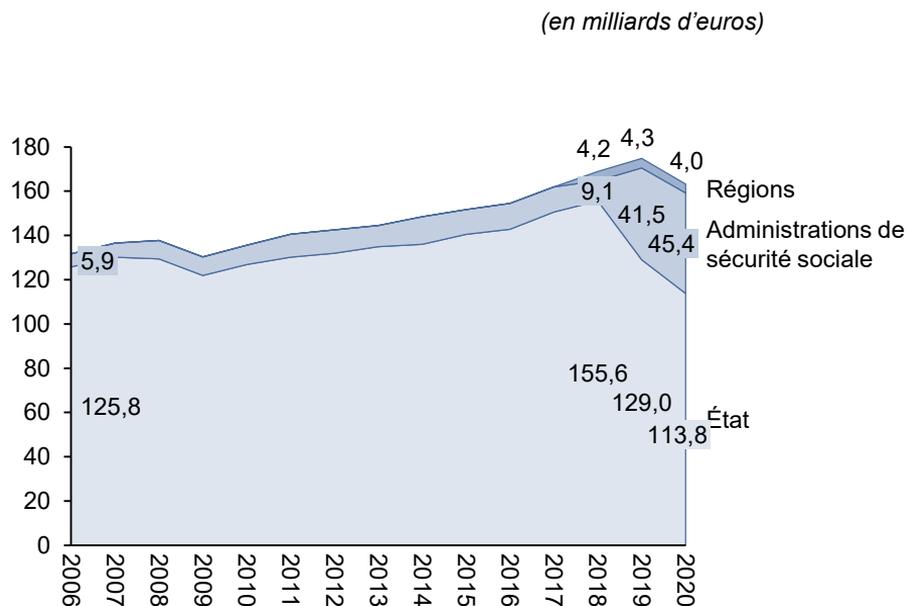
Recettes brutes de TICPE du budget de l'État en 2019 et en 2020



Source : commission des finances du Sénat, à partir des situations mensuelles du budget de l'État

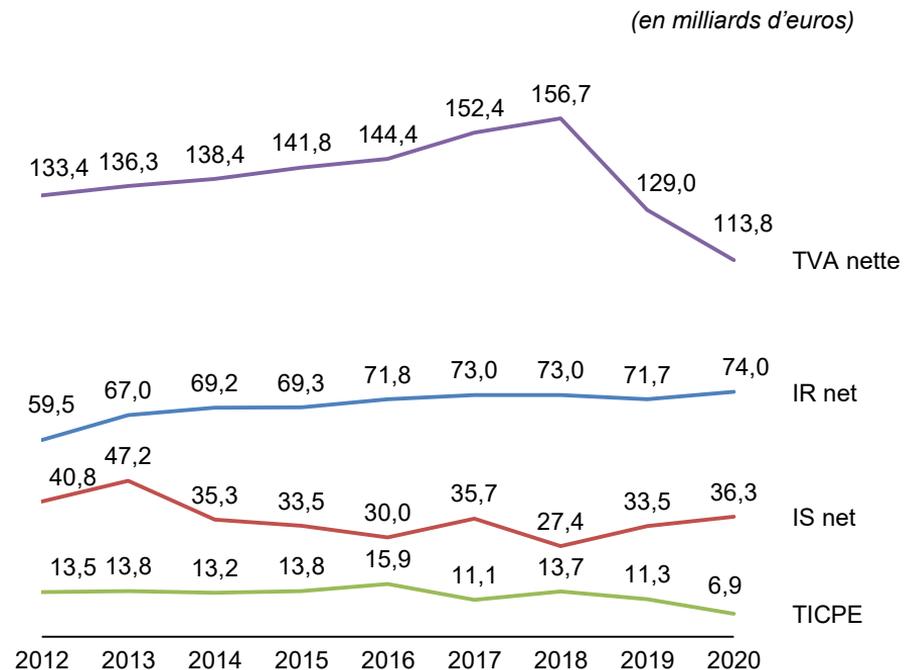
Au-delà des effets ponctuels de la crise sanitaire, les réformes de la fiscalité ont un impact durable sur le poids des différents impôts parmi les recettes fiscales de l'État

Évolution des recettes de TVA nette revenant aux différentes catégories d'administrations



Source : commission des finances, à partir des données du rapport sur le budget de l'État de la Cour des comptes

Les recettes fiscales nettes depuis 2012

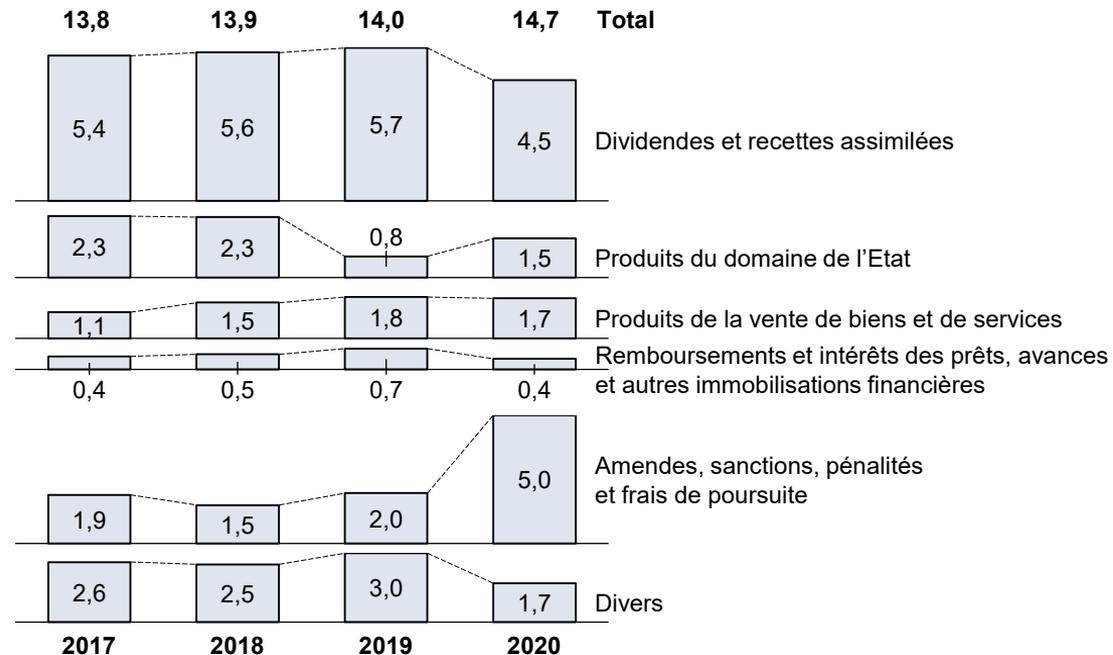


Source : commission des finances du Sénat, à partir des lois de règlement

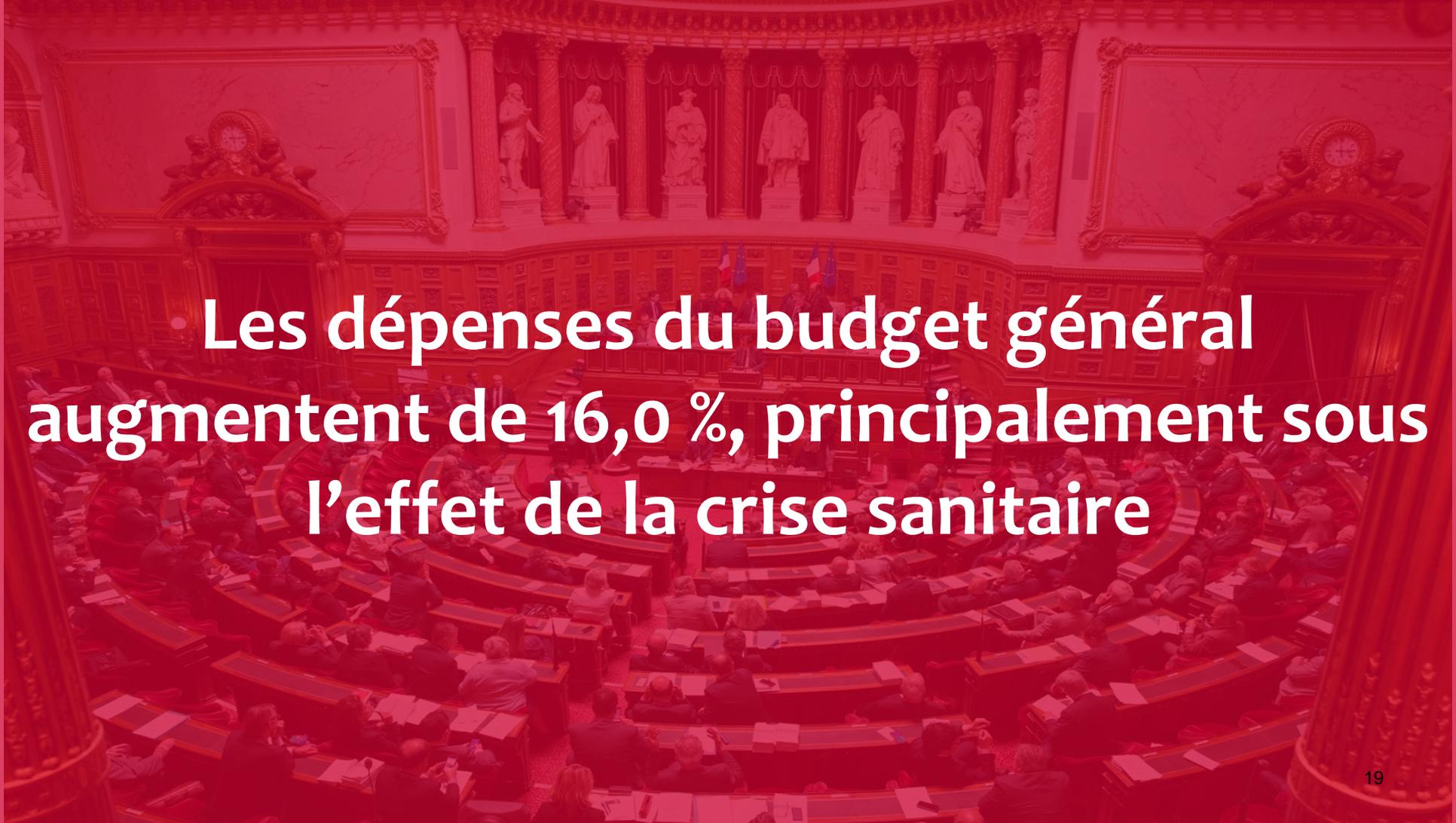
La baisse des dividendes et d'autres ressources, liée à la crise, est compensée par des recettes ponctuelles liées aux amendes

Évolution des recettes non fiscales de 2017 à 2020

(en milliards d'euros)



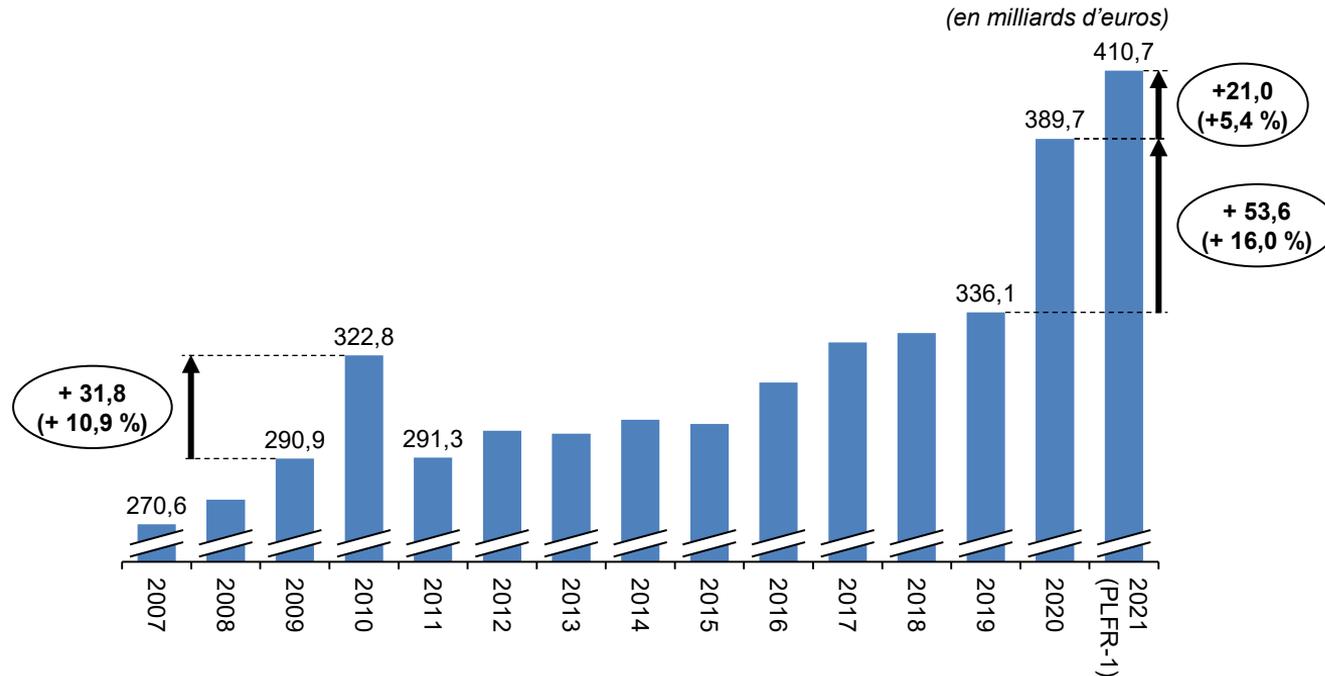
Source : commission des finances du Sénat, à partir des lois de règlement



• Les dépenses du budget général augmentent de 16,0 %, principalement sous l'effet de la crise sanitaire

Le budget général connaît une augmentation beaucoup plus importante de ses dépenses que lors de la précédente crise

Évolution des dépenses nettes du budget général

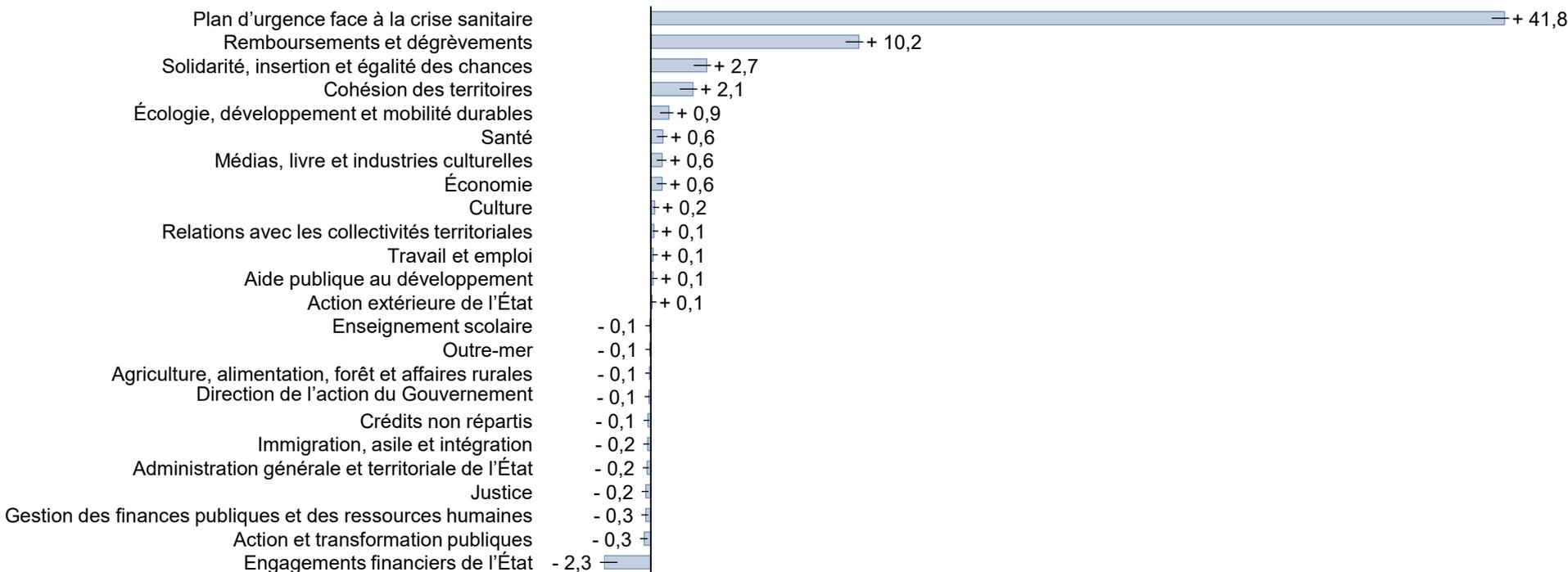


Source : commission des finances du Sénat, à partir des lois de règlements et du projet de loi de finances rectificative pour 2021 adopté par l'Assemblée nationale. Dépenses du budget général nettes des remboursements et dégrèvements, y compris fonds de concours.

La nouvelle mission « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » occupe une place prépondérante dans les dépenses supplémentaires

Comparaison des crédits exécutés et des crédits prévus en loi de finances initiale

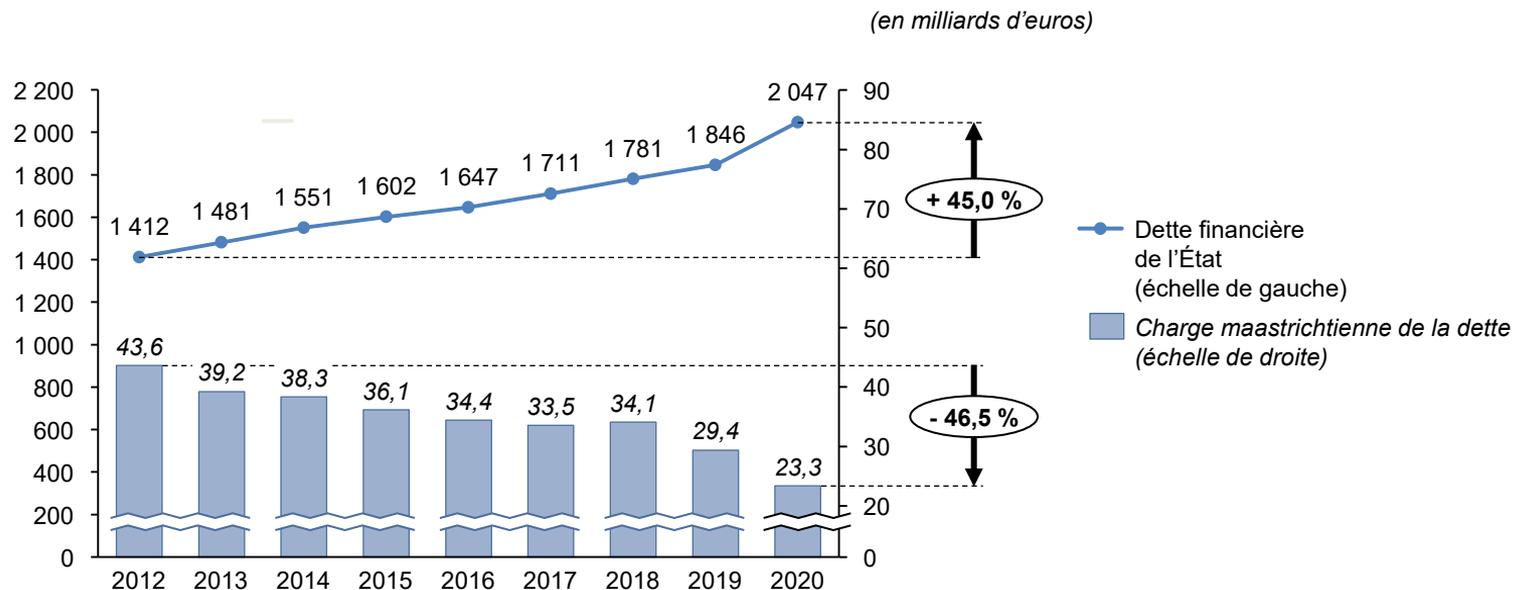
(en milliards d'euros)



Source : commission des finances du Sénat, à partir des documents budgétaires.
Les missions pour lesquelles l'écart est inférieur à 50 millions d'euros ne sont pas représentées.

La charge de la dette diminue encore sous l'effet des taux bas alors que la dette de l'État progresse de 200 milliards d'euros

Évolution de la dette financière de l'État et de la charge budgétaire de la dette entre 2012 et 2020

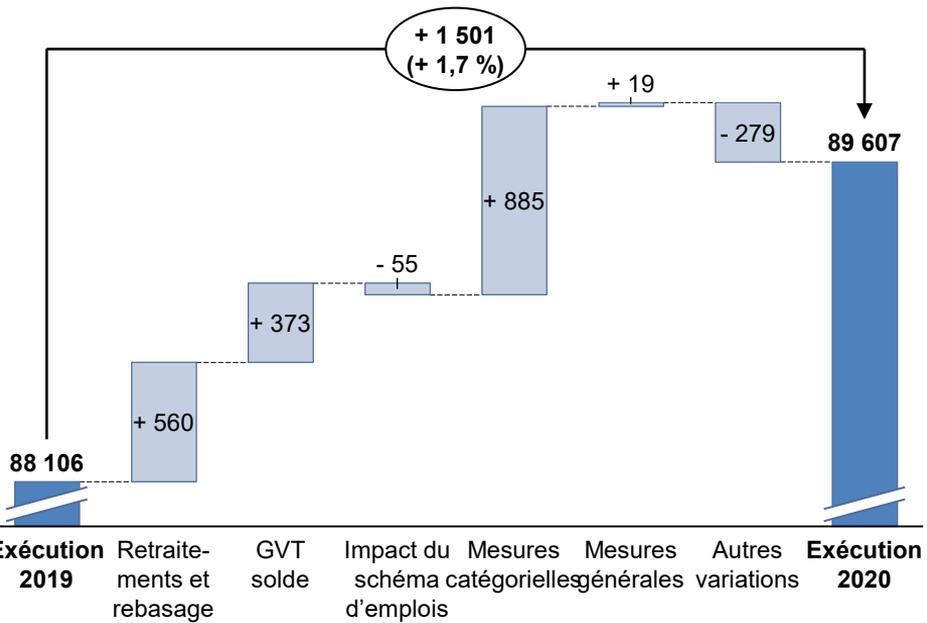


Source : commission des finances du Sénat, à partir des données du compte général de l'État et des documents budgétaires. Charge de la dette mesurée sur le périmètre du programme 117 « Charge de la dette » et, à partir de 2020, du programme 355 « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État ».

Les dépenses de personnel ont continué leur progression depuis le début du quinquennat

Évolution de la masse salariale entre 2019 et 2020

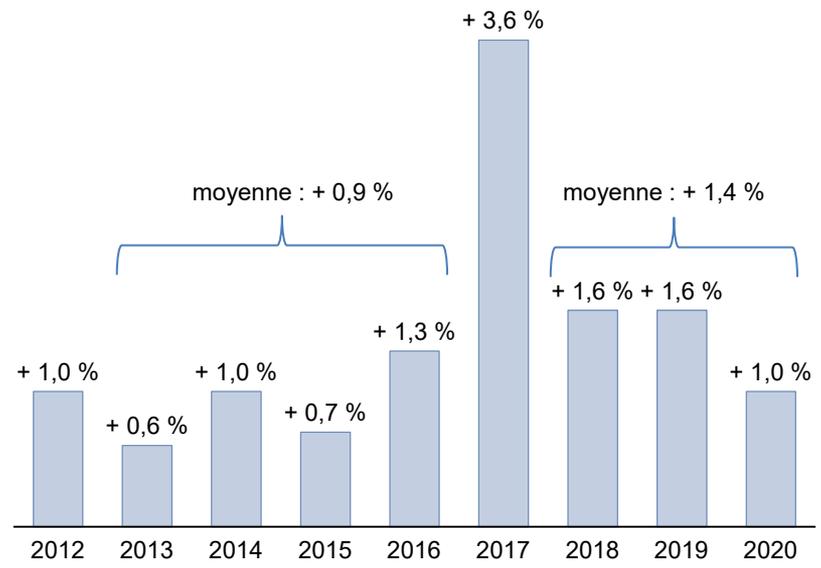
(en milliards d'euros, hors CAS « Pensions »)



Source : commission des finances du Sénat, à partir du projet de loi de règlement

Évolution annuelle des dépenses de personnel de 2012 à 2020

(en milliards d'euros, y compris CAS « Pensions »)

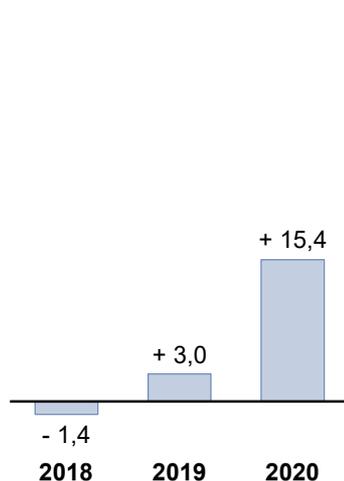


Source : commission des finances du Sénat, à partir des projets de loi de règlement. Évolution par rapport à l'année précédente des dépenses de personnel, y compris contributions au CAS « Pensions ».

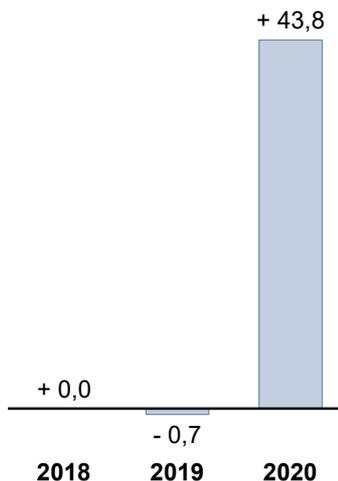
L'exécution budgétaire des normes de dépenses s'est éloignée considérablement des cibles fixées par la loi de programmation des finances publiques

L'exécution des normes de dépenses

(en milliards d'euros)



Norme de dépenses pilotables



Objectif de dépenses totales

**Objectif de dépenses totales
= Norme de dépenses pilotables +**

- mission « Plan d'urgence »
- investissements d'avenir
- charge de la dette
- prélèvements sur recettes et autres transferts aux collectivités territoriales
- CAS « Pensions »



Projet de loi de règlement pour 2020

Jean-François Husson, rapporteur général

Commission des finances

Mercredi 7 juillet 2021

